

# **STATUTS**

**Constitutifs de la Société**

***[Indigo Infra Thonon-les-Bains]***

Le [ ]

**Projet - Statuts SASU – AO Thonon-les-Bains**

**La Soussignée :**

La Société **Indigo Infra**, Société par Actions Simplifiée au capital de 192 533 360 €, dont le siège social est à Puteaux La Défense (92800 - France), Tour Voltaire - 1 place des Degrés, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 642 020 887, représentée par Monsieur Serge CLEMENTE, en sa qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes,

A préalablement exposé ce qui suit :

**PREAMBULE**

La société Indigo Infra a décidé de créer une société dédiée à l'exécution du contrat de délégation de service public conclu avec la Ville de Thonon-les-Bains ayant principalement pour objet l'exploitation des parcs de stationnement souterrains appartenant ou exploités par la Collectivité.

Ceci exposé, la soussignée a établi les statuts de la Société par Actions Simplifiée qu'elle a convenu d'instituer.

**TITRE I – FORME – OBJET – DENOMINATION SOCIALE – SIEGE SOCIAL - DUREE**

**Article 1 - Forme**

---

La Société est constituée par le propriétaire des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, sous la forme d'une Société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par les présents statuts.

À tout moment, la Société pourra devenir pluripersonnelle ou redevenir unipersonnelle sans que la forme sociale n'en soit modifiée. Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder à d'offre de titres financiers dans les conditions définies aux 2 et 3 du I et au II de l'article L.41 I-2 du Code Monétaire et Financier.

**Article 2 - Objet social**

---

La Société a pour objet :

- l'exploitation, et l'amodiation éventuelle, des places de stationnement, et des emplacements publicitaires éventuels, et autres activités annexes liées au stationnement, situés dans les parcs souterrains appartenant ou exploités par la Collectivité,
- et, généralement, toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à cet objet, ainsi qu'à tous objets similaires ou connexes ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

**Projet - Statuts SASU – AO Thonon-les-Bains**

**Article 3 - Dénomination Sociale**

---

La Société a pour dénomination sociale :

**[Indigo Infra Thonon-les-Bains]**

La dénomination sociale doit figurer sur tous actes ou sur tous documents émanant de la Société et destinés aux tiers, précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « SAS », puis de l'indication du capital social. Les mêmes documents doivent aussi porter les mentions du siège social, du numéro d'immatriculation et de l'indication du greffe où elle est immatriculée.

**Article 4 - Siège social**

---

Le siège social est fixé : [Tour Voltaire – I place des Degrés – 92800 Puteaux La Défense]

Il peut être transféré en tous lieux sur décision du Président.

**Article 5 - Durée**

---

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf années, à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prolongation ou de dissolution anticipée.

**TITRE II – CAPITAL SOCIAL – ACTIONS**

**Article 6 - Apports**

---

A la constitution de la Société, la soussignée a fait les apports suivants en numéraire :

- La société **Indigo Infra**, Société par Actions Simplifiée au capital de 192 533 360 €, sis Tour Voltaire I place des Degrés 92800 Puteaux La Défense, immatriculée au registre du Commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 642 020 887, pour une somme en numéraire de :  
SOMME .....(Chiffre) euros,

Soit au total, une somme de (SOMME) euros (CHIFFRE) € correspondant à **xxx** actions de **xx** euros de valeur nominale chacune, souscrites en totalité et libérées en intégralité / de moitié, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi le [date] par la banque [nom de la banque].

**Article 7 - Capital social**

---

Le capital social est fixé à (SOMME) (Chiffre) euros.

Il est divisé en **xx** actions de xx euros de valeur nominale chacune, intégralement libérées / de moitié et de même catégorie.

**Projet - Statuts SASU – AO Thonon-les-Bains**

**Article 8 - Forme des actions**

---

Les actions émises par la Société ont obligatoirement la forme nominative.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par la Loi et les règlements en vigueur.

**Article 9 - Indivision - Démembrement et nantissement d'actions**

---

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Sauf convention contraire notifiée à la Société, si une action est grevée d'usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier, sauf pour les décisions entraînant modification des statuts prises en Assemblées Extraordinaires pour lesquelles le droit de vote appartient au nu-proprétaire.

Les associés ayant nanti leurs actions continuent de représenter seuls les actions par eux remises en gage.

**Article 10 - Droits et obligations attachés aux actions**

---

Outre le droit de vote attribué par la loi à tout associé de la Société, chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente dans les bénéfices, réserves ou dans l'actif social.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, le ou les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

**Article 11 - Transmission des actions**

---

Les actions sont librement négociables.

Leur transmission s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire. L'ordre de mouvement est enregistré le jour même de sa réception sur un registre côté, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

### **TITRE III – ADMINISTRATION – DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE – CONVENTIONS REGLEMENTEES**

#### **Article 12 - Président**

---

I/ La Société est dirigée par un Président, personne physique ou morale, pouvant avoir la qualité d'associé ou non, et s'il est personne physique, de salarié.

II/ En cours de la vie sociale, le Président est nommé par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés statuant à la majorité des membres présents ou représentés. La décision nommant le Président fixe la durée de ses fonctions. Les modalités de sa rémunération, s'il y a lieu, sont fixées par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés conformément à l'article 17 des statuts.

III/ Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants ou son représentant permanent sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles ou pénales que s'ils étaient Présidents en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent. Le Président ou une personne morale choisit librement son représentant permanent et peut en changer de même. Il doit informer la Société des désignations et modifications afin que la Société assure la publicité de cette décision.

IV/ Les fonctions du Président prennent fin :

- soit par l'arrivée du terme prévu lors de sa nomination,
- soit par la démission, celle-ci ne pouvant être effective qu'à expiration d'un préavis d'un mois, ce délai pouvant être réduit au cas où la Société aurait pourvu à son remplacement dans un délai plus court,
- soit par la révocation, celle-ci pouvant intervenir à tout moment et n'ayant pas à être motivée,
- soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

En outre, en cas de décès ou d'empêchement du Président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à trois mois, il est pourvu à son remplacement par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés. Le Président remplaçant est désigné pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Enfin, le Président est révocable par le Tribunal de Commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé de la Société.

#### **Article 13 – Pouvoirs du Président**

---

I/ Le Président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social, et sous réserve des attributions exercées par l'associé unique ou collectivement par les associés.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

**Projet - Statuts SASU – AO Thonon-les-Bains**

Dans les rapports avec l'associé unique ou les associés, le Président peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société.

Le Président est autorisé à consentir des délégations de pouvoirs à toutes personnes de son choix. Les délégations consenties subsistent après cessation des fonctions du Président.

**Article 14 - Directeurs généraux**

---

Sur proposition du Président, l'associé unique ou la collectivité des associés peuvent nommer un ou plusieurs Directeur(s) général (aux), personne(s) physique(s) ayant à titre habituel pouvoir d'engager la Société. Le Directeur général peut ou non être associé ou salarié de la Société, sous réserve du respect des règles relatives au cumul entre mandat social et contrat de travail.

Le mandat de Directeur général peut être à durée déterminée ou indéterminée. S'il est à durée déterminée, le mandat de Directeur général est renouvelable sans limitation. La décision nommant le Directeur général fixe la durée de ses fonctions et les modalités de sa rémunération.

Le Directeur général pourra obtenir remboursement sur justificatif des dépenses effectuées dans le cadre de sa mission pour le compte de la Société.

Les fonctions de Directeur général prennent fin dans les mêmes conditions que celles du Président.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le Directeur général en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur général est investi des mêmes pouvoirs que ceux attribués au Président et les exerce dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que ce dernier. Il dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

**Article 15 – Commissaires aux comptes**

---

Le contrôle est exercé par un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires exerçant leurs fonctions conformément à la Loi.

Le ou les Commissaires aux comptes sont nommés pour une durée de six exercices par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés, prise à la majorité simple.

**Article 16 - Conventions entre la Société et ses dirigeants**

---

I. Le Président et, le cas échéant, les Directeurs généraux, doivent informer le ou les Commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, d'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant de plus de 10% de droit de vote ou, s'il s'agit d'une société associée, de la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de Commerce.

Le ou les Commissaires aux comptes présentent aux associés, lors de l'approbation des comptes annuels, un rapport sur ces conventions. Les associés statuent sur ce rapport. Cette délibération est mentionnée dans le registre des décisions.

**Projet - Statuts SASU – AO Thonon-les-Bains**

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement pour le Président et les Directeurs généraux d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

2. Par dérogation, lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions de l'associé unique des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président ou l'un de ses dirigeants (qu'ils soient associés ou non).

Il est fait mention au registre des décisions de l'associé unique des conventions passées directement ou par personne interposée avec l'associé unique non dirigeant de la Société.

3. Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

**TITRE IV – DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES**

**Article 17- Objet**

---

I/ Les décisions de l'associé unique ou les décisions collectives des associés ont pour objet :

- l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats et des réserves,
- la nomination et la révocation du Président et, le cas échéant, du/ou des Directeurs généraux nommés en cours de vie sociale,
- la rémunération du Président ou de son représentant permanent et, le cas échéant, des Directeurs généraux nommés en cours de vie sociale, s'ils reçoivent une rémunération de la Société,
- la nomination du ou des Commissaires aux comptes,
- l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital,
- les opérations de fusion ou d'apport partiel d'actif ou de scission,
- la transformation de la société,
- la dissolution de la société,
- ainsi que toutes les décisions modifiant les statuts ou requérant l'unanimité des associés en cas de société pluripersonnelle

II/ Toute autre décision relève de la compétence du Président, sous réserve du respect de la Loi et des autres dispositions des présents statuts.

**Article 18 – Périodicité des consultations**

---

L'associé unique ou les associés en cas de pluralité doivent prendre une décision au moins une fois par an, dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice social, pour approuver les comptes de cet exercice.

**Projet - Statuts SASU – AO Thonon-les-Bains**

**Article 19 – Majorité**

---

I/ Si la Société comporte plusieurs associés, l'unanimité est requise pour les décisions visées à l'article L. 227-19 du Code de Commerce relatives à l'adoption ou à la modification des clauses statutaires instaurant :

- l'inaliénabilité temporaire des actions,
- l'agrément de toute cession d'actions,
- la cession forcée des actions d'un associé et la suspension des droits non pécuniaires de cet associé, également en cas de changement de contrôle d'une société associée.

II/ Requièrent également le consentement unanime des associés, les décisions relatives :

- à une augmentation de capital réservée à un tiers,
- à la transformation de la société en société en nom collectif ou en commandite simple,
- à l'adoption ou à la modification des clauses instaurant un droit de préemption des associés en cas de cession,
- à l'augmentation des engagements des associés,
- à la modification de l'objet social.

III/ Sauf dispositions impératives de la loi, et cas prévus dans les présents statuts, les autres décisions collectives sont adoptées à la majorité simple, en cas de société pluripersonnelle.

**Article 20 – Droits de vote**

---

Les droits de vote attachés aux actions de capital sont proportionnels à la quotité de capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

**Article 21 – Modes de consultation**

---

I/ Les décisions de l'associé unique ou les décisions collectives des associés sont prises à l'initiative du Président et, à défaut, à la demande de tout associé.

II/ Au choix du Président, les décisions de l'associé unique ou les décisions collectives des associés sont prises en Assemblée Générale, par consultation écrite ou résultent, en cas de pluralité, du consentement unanime des associés exprimé dans un acte sous seing privé.

**Article 22 – Assemblées Générales**

---

I/ Si la Société comporte plusieurs associés, la réunion en Assemblée Générale est obligatoire pour les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels, affectation des résultats et des réserves et distribution de dividendes,
- modification statutaire quelle qu'elle soit,
- toute décision imposant l'intervention des Commissaires aux Comptes,
- l'exclusion d'un associé.

II/ L'Assemblée Générale est convoquée par le Président au moyen d'une lettre simple adressée à chaque associé quinze (15) jours avant la date de réunion et mentionnant le jour, l'heure, le lieu et



**Projet - Statuts SASU – AO Thonon-les-Bains**

l'ordre du jour de la réunion. Elle peut également être convoquée par un associé, notamment en cas de décès, d'empêchement, de démission ou de révocation du Président.

Lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'Assemblée est présidée par le Président de la Société. A défaut, elle élit son président. L'Assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.

**Article 23 – Consultations écrites**

---

Lorsque la décision est prise par consultation écrite, le texte des résolutions proposées, ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés, sont adressés par le Président à chaque associé par tous moyens.

Les associés disposent d'un délai de huit (8) jours suivant la réception dudit texte des résolutions pour émettre leur vote, lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou par télécopie. Tout associé n'ayant pas fait parvenir sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme ayant approuvé la ou les résolutions proposées.

Pendant le délai de réponse, tout associé peut exiger du Président toutes explications complémentaires.

**Article 24 – Procès-verbaux des décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés et du Président.**

---

Les décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés prises en Assemblées Générales sont constatées par des procès-verbaux qui indiquent le mode de consultation, le lieu et la date de la réunion, l'identité du ou des associé(s) présent(s) et de leurs mandataires, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. Les procès-verbaux sont signés par le Président et un associé et retranscrit dans le registre légal côté et paraphé.

Les consultations écrites sont constatées dans un procès-verbal établi et signé par le Président ; ce procès-verbal mentionne l'utilisation de cette procédure et contient en annexe les réponses de l'associé unique ou de la collectivité des associés. Il est retranscrit dans le même registre légal côté et paraphé.

Les décisions du Président sont constatées par un procès-verbal qui relate de manière détaillée le contenu et la date de la décision ainsi que les dates des actes juridiques éventuellement conclus à la suite ou dans le cadre de ces décisions.

**Article 25 – Information des associés**

---

Quel qu'en soit le mode, toute consultation, de l'associé unique ou de la collectivité des associés, doit faire l'objet d'une information préalable comprenant tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à cette approbation.

Cette information doit faire l'objet d'une communication, au siège social ou par envoi à la demande des associés, intervenant huit jours au moins avant la date de la consultation.

## **TITRE V – COMPTES – AFFECTATION DES RESULTATS**

### **Article 26 - Exercice social**

---

Chaque exercice social a une durée de 12 mois qui commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social commencera au jour de l'immatriculation de la Société pour se terminer le [\_\_\_\_\_].

### **Article 27 – Comptes annuels**

---

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la Loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président établit le bilan, le compte de résultat et l'annexe conformément à la Loi.

Le Président établit le cas échéant le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, ainsi que sur son évolution prévisible.

Ces documents sont soumis chaque année à l'approbation de l'associé unique ou de la collectivité des associés dans les six mois de la clôture de l'exercice. Préalablement, ils sont également adressés aux Commissaires aux comptes pour certification, établissement et transmission de leurs rapports.

### **Article 28 – Affectation des résultats**

---

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice, fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par les bénéfices de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la Loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice peut être mis en réserve ou distribué aux associés proportionnellement au nombre d'actions leur appartenant.

L'associé unique ou la collectivité des associés peuvent décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition, étant précisé que les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou à la collectivité des associés lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital effectivement souscrit à cette date, augmenté des réserves que la Loi

**Projet - Statuts SASU – AO Thonon-les-Bains**

et les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes, reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices ultérieurs jusqu'à apurement.

**Article 29 – Modalités de paiement des dividendes**

---

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par la décision de l'associé unique ou par décision collective des associés, ou à défaut par le Président.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation de ce délai par autorisation de justice.

**Article 30 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social**

---

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter l'associé unique ou la collectivité des associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Il y aurait lieu à dissolution de la Société, si la résolution soumise au vote de l'associé unique ou de la collectivité des associés tendant à la poursuite des activités sociales, ne recevait pas approbation.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être réduit d'un montant égal à la perte constatée au plus tard lors de la clôture du second exercice suivant celui au cours duquel les pertes portant atteinte au capital ont été constatées.

Il n'y a pas lieu à dissolution ou à réduction du capital si, dans le délai ci-dessus précisé, les capitaux propres viennent à être reconstitués pour une valeur supérieure à la moitié du capital social.

**TITRE VI – DISSOLUTION – LIQUIDATION - CONTESTATIONS**

**Article 31 – Dissolution - Liquidation**

---

La Société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire, sauf prorogation, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution.

Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par l'article 1844-5 du code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Lorsque la Société comporte plusieurs associés, la dissolution entraîne sa liquidation qui est alors effectuée conformément aux dispositions légales.

Les pouvoirs du Président prennent fin avec la dissolution de la société. Un liquidateur est alors nommé dans les conditions définies par la loi.

Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

**Projet - Statuts SASU – AO Thonon-les-Bains**

**Article 32 – Contestations**

---

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, soit entre les associés ou l'associé unique et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

**TITRE VII – DISPOSITIONS DIVERSES**

**Article 33 – Nomination du premier Commissaire aux Comptes**

---

Le premier Commissaire aux Comptes titulaire, désigné pour six exercices est :

- Cabinet DELOITTE ET ASSOCIES – 6, place de la Pyramide – Paris La Défense Cedex.

Lequel a accepté par avance ladite fonction, précisant dans sa lettre d'acceptation de mandat qu'il n'était dans aucune des situations d'incompatibilité ou d'interdiction prévue par la loi.

**Article 34 – Nomination du premier Président**

---

Le premier Président est Monsieur **Pierre BONNABAUD**.

Il est nommé pour une durée illimitée.

**Article 35 – Actes accomplis et engagements pris pour le compte de la Société en formation**

---

Un état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation, préalablement à la signature des statuts, avec indication pour chacun de ces actes de l'engagement qui en résultera pour la Société, a été présenté à l'associé unique préalablement à la signature des présentes, ledit état étant annexé aux présents statuts.

La signature des statuts emportera reprise par la société, des engagements qui y sont mentionnés, lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

L'associé unique, la société Indigo Infra, au nom et pour le compte de la Société jusqu'à son immatriculation, prend l'engagement suivant :

- Conclusion au nom et pour le compte de la Société [**Indigo Infra Thonon-les-Bains**] du contrat de délégation de service public conclu avec la commune de Thonon-les-Bains ayant pour objet l'exploitation et la gestion des parcs de stationnement sis à Thonon-les-Bains.

L'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés emportera de plein droit reprise de cet engagement par ladite société.

**Projet - Statuts SASU – AO Thonon-les-Bains**

**Article 36 – Publicité - Formalités**

---

Tous pouvoirs sont donnés au Président pour effectuer toutes les formalités prescrites par la Loi en vue de l'immatriculation de la Société.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
En 4 exemplaires originaux

*Signature de l'associé unique avec mention « Lu et approuvé ».*

*Signature du Président avec mention « Bon pour acceptation des fonctions de Président »*

**Projet - Statuts SASU – AO Thonon-les-Bains**

**Annexe Statuts Société [dénomination sociale]**

**Actes accomplis pour le compte de la Société en formation**

- Compte bancaire ouvert au nom et pour le compte de la Société **[Indigo Infra Thonon-les-Bains]** Société en formation, auprès de la Banque [*nom de la banque*], pour dépôt des fonds, par l'associé désigné aux présentes, accompagné de la liste du souscripteur.
- Convention de domiciliation du siège social de la Société **[Indigo Infra Thonon-les-Bains]** conclue avec la Société Indigo Park, pour une durée de 12 mois renouvelable par tacite reconduction, avec un loyer mensuel de un euro hors taxes.